

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 5 de l'arrêté royal du 22 février 1998 portant des mesures d'exécution de la carte d'identité sociale est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. La carte d'identité sociale a une période de validité de dix ans. »

Art. 2. L'article 12, alinéa 1^{er} du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12. La délivrance de la carte d'identité sociale pour la première fois et de la carte renouvelée, en ce compris la carte dont la fin de validité arrive à son terme, se fait sans aucun frais à charge de l'assuré social. »

Art. 3. L'article 15 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 15. La carte d'identité sociale ne peut plus être utilisée au-delà de l'année au cours de laquelle expire sa période de validité. »

Art. 4. L'article 16 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. La carte d'identité sociale doit être détruite ou restituée par l'assuré social à l'organisme assureur, dont il relève en vertu des articles 7 à 10, dès son remplacement ou renouvellement et par ses héritiers en cas de décès de l'assuré social.

La carte professionnelle soins de santé doit, en cas de décès du dispensateur de soins, être restituée par ses héritiers à l'Institut national d'assurance maladie-invalidité. »

Art. 5. L'article 41 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 41. Le registre central des cartes d'identité sociale peut être consulté par les personnes qui sont habilitées à utiliser les cartes d'identité sociale en vue de contrôler leur validité, après y avoir été autorisées par le Comité de Surveillance installé auprès de la Banque Carrefour de la sécurité sociale. »

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mai 2003, cependant, les cartes éditées avant cette date restent en vigueur jusqu'à l'expiration de leur période de validité.

Art. 7. Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 avril 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,
F. VANDENBROUCKE

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 5 van het koninklijk besluit van 22 februari 1998 houdende uitvoeringsmaatregelen inzake de socialeidentiteitskaart wordt vervangen als volgt:

« Art. 5. De socialeidentiteitskaart heeft een geldigheidsduur van tien jaar. »

Art. 2. Artikel 12, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

« Art. 12. De eerste uitreiking van de socialeidentiteitskaart en de uitreiking van de vernieuwde kaart, inclusief de kaart waarvan de geldigheidsduur verstrijkt, kosten niets aan de sociaal verzekerde. »

Art. 3. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 15. De socialeidentiteitskaart mag niet meer worden gebruikt na het jaar waarin de geldigheidsduur ervan verstrijkt. »

Art. 4. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 16. De socialeidentiteitskaart moet worden vernietigd of door de sociaal verzekerde worden terugbezorgd aan de verzekeringsinstelling waartoe hij krachtens de artikelen 7 tot 10 behoort, zodra ze vervangen of vernieuwd is, en door diens erfgenamen in geval van overlijden van de sociaal verzekerde.

De beroepskaart inzake geneeskundige verzorging moet in geval van overlijden van de zorgverlener door diens erfgenamen aan het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering worden terugbezorgd. »

Art. 5. Artikel 41 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 41. Het centraal register van de socialeidentiteitskaarten mag worden geraadpleegd door de personen die gemachtigd zijn om de socialeidentiteitskaarten te gebruiken ten einde de geldigheid ervan te controleren, nadat zij hiervoor de toestemming hebben gekregen van het Toezichtsc comité bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid. »

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2003; de kaarten die vóór deze datum zijn uitgegeven, blijven evenwel geldig totdat de geldigheidsduur ervan verstrijkt.

Art. 7. Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 april 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,
F. VANDENBROUCKE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

F. 2003 — 1908

[C — 2003/22508]

8 AVRIL 2003. -- Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 15 juillet 2002 portant exécution du Chapitre IIIbis du Titre III de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment le Chapitre IIIbis inséré dans le Titre III par la loi du 5 juin 2002;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2002 portant exécution du Chapitre IIIbis du Titre III de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

N. 2003 — 1908

[C — 2003/22508]

8 APRIL 2003. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 juli 2002 tot uitvoering van Hoofdstuk IIIbis van Titel III van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op Hoofdstuk IIIbis ingevoegd in Titel III bij de wet van 5 juni 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2002 tot uitvoering van Hoofdstuk IIIbis van Titel III van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994;

Vu l'article 15 de la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale;

Vu l'urgence;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, émis le 25 mars 2003;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 3 avril 2003;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2003, à l'exception de l'article 1^{er} qui produit ses effets au 1^{er} avril 2003; que l'implication du maximum à facturer pour l'année 2003 implique que des instructions soient communiquées sans retard aux organismes assureurs; qu'il importe dès lors que le présent arrêté soit pris et publié sans délai;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et Pensions, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 3 de l'arrêté royal du 15 juillet 2002 portant exécution du Chapitre IIIbis du Titre III de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, les mots « aux annexes n°13, 13 IMP, 13Z, 13YT, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 73 et 74 » sont remplacés par les mots « aux annexes 1, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 27, 28 ».

Art. 2. Dans l'article 6 du même arrêté royal, les mots : « aux catégories 3 et 4, visées à l'article 6, § 4, alinéa 1^{er}, 3^o et 4^o » sont remplacés par les mots « aux catégories 3, 4 et 5, visées à l'article 6, § 3, alinéa 1^{er}, 3^o, 4^o et 5^o ».

Art. 3. A l'article 10 § 2 du même arrêté royal sont apportées les modifications suivantes:

— dans le c), le terme « E » est remplacé par le terme « 2° » et les mots « ou pour un traitement visé à l'article 7, § 1^{er}, 5° de la nomenclature précitée » sont supprimés;

— le d) est remplacé par la disposition suivante : « il répond aux conditions permettant l'octroi de l'allocation d'intégration, fixée en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, pour la personne avec un handicap dont le degré d'autonomie a été fixé à 12 points au moins. Les personnes qui ne satisfont pas à la condition de revenus imposée par l'arrêté royal susvisé alors qu'elles répondent aux conditions de dépendance sont prises en considération »;

— le e) est remplacé par la disposition suivante : « il répond aux conditions permettant l'octroi de l'allocation pour l'aide aux personnes âgées, fixée en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, pour la personne avec un handicap dont le degré d'autonomie a été fixé à 12 points au moins. Les personnes qui ne satisfont pas à la condition de revenus imposée par l'arrêté royal susvisé alors qu'elles répondent aux conditions de dépendance sont prises en considération »;

— dans le g) les mots « d'incapacité primaire ou » sont supprimés;

— le h) est remplacé par les dispositions suivantes : « il bénéficie d'une allocation forfaitaire pour l'aide d'une tierce personne visée aux articles 215bis ou 215ter de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 susvisé et aux articles 9bis et 12ter de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 susvisé »;

— dans le i), les mots « les jours pour lesquels le montant par jour d'hospitalisation est dû en cas d'admission en hôpital chirurgical de jour durant laquelle est effectuée une prestation qui figure dans l'annexe 3.6. (liste A) de l'arrêté royal du 25 avril 2002 relatif à la fixation et à la liquidation du budget des moyens financiers des hôpitaux, » sont insérés après le mot: « organismes assureurs ».

Art. 4. L'article 19, alinéa 2 du même arrêté royal est complété comme suit : « La déclaration sur l'honneur est conforme au modèle repris en annexe I ».

Art. 5. Dans l'article 23 du même arrêté royal, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 : « Lorsque la déclaration sur l'honneur est introduite l'année qui suit celle relative à l'octroi du maximum à

Gelet op het artikel 15 van de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 maart 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van begroting van 3 april 2003;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat dit besluit uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2003, met uitzondering van artikel 1 dat uitwerking heeft met ingang van 1 april 2003; dat het in aanmerking nemen van de maximumfactuur voor 2003 impliceert dat onverwijld instructies moeten worden megedeeld aan de verzekeringsinstellingen; dat het derhalve belangrijk is dat dit besluit onverwijld wordt genomen en bekendgemaakt;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 3 van het koninklijk besluit van 15 juli 2002 tot uitvoering van Hoofdstuk IIIbis van Titel III van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, worden de woorden « in de bijlagen nrs. 13, 13IMP, 13Z, 13YT, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 73 en 74 » vervangen door de woorden « in de bijlagen 1, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 27, 28 ».

Art. 2. In artikel 6 van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « de in artikel 6, § 4, eerste lid, 3° en 4°, bedoelde categorieën 3 en 4 » vervangen door de woorden « de in artikel 6, § 3, eerste lid, 3°, 4° en 5°, bedoelde categorieën 3, 4 en 5 ».

Art. 3. In artikel 10, § 2, van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

— in c) wordt de term « E » vervangen door de term « 2° » en worden de woorden « of voor een behandeling bedoeld in artikel 7, § 1, 5° van voormelde nomenclatuur » geschrapt;

— d) wordt door de volgende bepaling vervangen: « hij vervult de voorwaarden voor de toekenning van de integratietegemoetkoming, vastgesteld krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, aan de persoon met een handicap waarvan de graad van zelfredzaamheid op ten minste 12 punten is vastgesteld. De personen die niet voldoen aan de inkomensvoorwaarde, opgelegd bij voormeld koninklijk besluit, terwijl zij beantwoorden aan de afhankelijkheidsvoorwaarden, worden in aanmerking genomen »;

— e) wordt door de volgende bepaling vervangen : « hij vervult de voorwaarden voor de toekenning van de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden, vastgesteld krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, aan de persoon met een handicap waarvan de graad van zelfredzaamheid op ten minste 12 punten is vastgesteld. De personen die niet voldoen aan de inkomensvoorwaarde, opgelegd bij voormeld koninklijk besluit, terwijl zij beantwoorden aan de afhankelijkheidsvoorwaarden, worden in aanmerking genomen »;

— in g) worden de woorden « primaire ongeschiktheid of » geschrapt;

— h) wordt door de volgende bepalingen vervangen : « hij geniet een forfaitaire tegemoetkoming voor hulp van derden, bedoeld in de artikelen 215bis of 215ter van voormeld koninklijk besluit van 3 juli 1996 en in de artikelen 9bis en 12ter van het voormelde koninklijk besluit van 20 juli 1971 »;

— in i) worden de woorden « de dagen waarvoor het bedrag per opnamedag verschuldigd is ingeval van een opname in een chirurgisch dagziekenhuis tijdens welke een verstreking wordt verricht die is opgenomen in de bijlage 3.6. (lijst A) van het koninklijk besluit van 25 april 2002 betreffende de vaststelling en de vereffening van het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen » ingevoegd na het woord « verzekeringsinstellingen ».

Art. 4. Artikel 19, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit wordt als volgt aangevuld : « De verklaring op erewoord is conform het model dat in de bijlage I is opgenomen ».

Art. 5. In artikel 23 van hetzelfde koninklijk besluit wordt tussen het eerste en tweede lid het volgende lid ingevoegd: « Wanneer de verklaring op erewoord is ingediend tijdens het jaar dat volgt op het

facturer, ce sont tous les revenus de l'année d'octroi du maximum à facturer qui seront pris en compte ».

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2003, à l'exception de l'article 1^{er} qui produit ses effets au 1^{er} avril 2003.

Art. 7. Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 avril 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,
F. VANDENBROUCKE

jaar van toekenning van de maximumfactuur, zullen alle inkomsten van het jaar van toekenning van de maximumfactuur in aanmerking worden genomen ».

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2003, met uitzondering van artikel 1 dat uitwerking heeft met ingang van 1 april 2003.

Art. 7. Onze Minister van Sociale zaken en Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 april 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,
F. VANDENBROUCKE

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

F. 2003 — 1909

[C — 2003/22503]

8 AVRIL 2003. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 juin 1998 portant exécution de l'article 37, § 16bis de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 33, modifié par les arrêtés royaux du 18 novembre 1996, 25 avril 1997 et 25 janvier 1999 et l'article 37, § 16bis, inséré par la loi du 20 décembre 1995 et remplacé par la loi du 22 février 1998;

Vu l'arrêté royal du 2 juin 1998 portant exécution de l'article 37, § 16bis de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment les articles 1, 2, modifiés par les arrêtés royaux du 10 juillet 1998, 5 décembre 2000, 3 juin 2002 et 8 octobre 2002, 3 et 5;

Vu l'avis du Comité de l'assurance soins de santé, émis le 27 janvier 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, émis le 20 février 2003;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 21 mars 2003;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la plupart des dispositions du présent arrêté royal doivent entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2002, et ce, parce qu'elles introduisent des modifications suite à l'introduction du maximum à facturer, qui était déjà entré en vigueur le 1^{er} janvier 2002;

Considérant qu'une autre disposition du présent arrêté royal doit entrer en vigueur le 1^{er} juillet 2002, et ce, parce qu'elle introduit une modification suite à l'adaptation de la réglementation relative au financement des hôpitaux, qui était déjà entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2002;

Considérant que, par conséquent, le présent arrêté royal doit être pris et publié le plus rapidement possible;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 2 juin 1998 portant exécution de l'article 37, § 16bis de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, sont apportées les modifications suivantes :

— le 3^o est supprimé;

— le 4^o est remplacé par la disposition suivante :

« 4^o « intervention personnelle » : l'intervention personnelle qui est prise en considération en vertu de l'article 37sexies de la loi. »

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

N. 2003 — 1909

[C — 2003/22503]

8 APRIL 2003. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 juni 1998 tot uitvoering van artikel 37, § 16bis van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op de artikelen 33, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 november 1996, 25 april 1997 en 25 januari 1999 en artikel 37, § 16bis, ingevoegd bij de wet van 20 december 1995 en vervangen bij de wet van 22 februari 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 juni 1998 tot uitvoering van artikel 37, § 16bis van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op de artikelen 1, 2, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 juli 1998, 5 december 2000, 3 juni 2002 en 8 oktober 2002, 3 en 5.

Gelet op het advies van het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging, gegeven op 27 januari 2003;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 februari 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van begroting van 21 maart 2003;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het merendeel van de bepalingen van onderhavig koninklijk besluit in werking dienen te treden op 1 januari 2002, daar zij een aantal wijzigingen invoeren die voortvloeien uit de invoering van de maximumfactuur, dat reeds in werking is getreden op 1 januari 2002;

Overwegende dat een andere bepaling van onderhavig koninklijk besluit in werking dient te treden op 1 juli 2002, daar zij een wijziging invoert die voortvloeit uit een aanpassing van de ziekenhuisfinanciering, dat reeds in werking is getreden op 1 juli 2002;

Overwegende dat derhalve onderhavig koninklijk besluit zo snel mogelijk dient te worden genomen en gepubliceerd;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 2 juni 1998 tot uitvoering van artikel 37, § 16bis van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

— het 3^o wordt geschrapt;

— het 4^o wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 4^o « persoonlijk aandeel » : het persoonlijk aandeel dat in aanmerking wordt genomen krachtens artikel 37 sexies van de wet. »